JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

LOIS ET DECRETS

ARRÊTES, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS COMMUNICATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	Lois et décrets			Débats à l'Assemblée Nationale	Bulletin Officiel (en march. publ. Registre de Commerce)	REDACTION ET ADMINISTRATION DIRECTION
	Trois mois	Six mois	Un an	Un an	Un an	
Algérie et France ...	8 NF	14 NF	24 NF	20 NF	15 NF	Abonnements et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE 9, rue Trolier, ALGER Tél. : 66-81-49, 66-80-98 C.C.P. 3200-50 - ALGER
Etranger	12 NF	20 NF	35 NF	20 NF	20 NF	

Le numéro 0,25 NF — Numéro des années antérieures : 0,30 NF. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés.
Prière de fournir les dernières bandes aux renouvellements et réclamations. — Changement d'adresse ajouter 0,30 NF.
Tarif des insertions : 2,50 NF. la ligne.

SOMMAIRE

DECRETS, ARRÊTES, DÉCISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêtés des 6 juin, 19 juillet, 1^{er}, 8 et 14 août et 23 septembre 1963 portant nomination d'un administrateur civil, de secrétaires administratifs et d'un adjoint administratif, p. 1006.

Arrêté du 28 septembre 1963 portant dissolution de l'association de fait dite « Front des forces socialistes », p. 1007.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Décrets n° 63-357, 63-358 et 63-359 du 12 septembre 1963 permettant de procéder à des nominations d'inspecteurs, de contrôleurs stagiaires et d'agents d'assiette et de constatation des impôts et de la perception (rectificatif), p. 1007.

Décret n° 63-387 du 27 septembre 1963 modifiant le décret n° 63-158 du 25 avril 1963 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1963 au ministère des affaires sociales (budget de l'ancien ministère du travail et des affaires sociales), p. 1007.

Arrêtés des 12 avril, 2 et 10 mai, 6 et 14 juin, 9 juillet et 22 septembre 1963 portant nomination et réintégration en qualité d'inspecteurs et de contrôleurs des impôts, p. 1008.

Arrêtés des 18 mai, 21 juin, 16 juillet, 5 août 1963 portant nomination en qualité de contrôleurs et d'inspecteurs stagiaires des douanes, p. 1010.

Arrêté du 25 juillet 1963 portant nomination en qualité de chef d'atelier du centre mécanographique du trésor, p. 1010.

Arrêté du 7 août 1963 portant délégation dans les fonctions de contrôleurs financiers, p. 1010.

Arrêté du 16 août 1963 portant reclassement et nomination en qualité d'administrateurs civils, et d'attachés d'administration, p. 1010.

Arrêté du 20 août 1963 portant reclassement et nomination en qualité de contrôleurs fonciers stagiaires et de contrôleurs des impôts, p. 1011.

Arrêté du 25 août 1963 portant recrutement et intégration en qualité de contrôleurs des impôts, d'inspecteurs des impôts, de contrôleur foncier et contrôleur des contributions diverses, p. 1011.

Arrêté du 30 août 1963 portant acceptation de démission et affectation d'un administrateur civil et d'un agent comptable d'Algérie, p. 1011.

Arrêté du 18 septembre 1963 portant détachement d'un agent comptable d'Algérie, p. 1011.

Arrêté du 19 septembre 1963 portant création d'un fonds de régularisation du marché des cafés verts et torréfiés, p. 1011.

MINISTÈRE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêtés du 18 septembre 1963 relatifs à la nomination ou à la rémunération de fonctionnaires, p. 1012.

ACTES DES PREFETS

Arrêté du 2 septembre 1963 portant déclaration d'utilité publique du projet de construction d'une Université à Oran, p. 1012.

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêtés des 6 juin, 19 juillet, 1^{er} 8 et 14 août et 23 septembre 1963 portant nomination d'un administrateur civil, de secrétaires administratifs et d'un adjoint administratif.

Par arrêté du 23 septembre 1963, M. Benabdallah Zine Abidine est nommé à l'emploi d'administrateur civil 2^e échelon

Par arrêté du 6 juin 1963, M. Hatteb M'Ahmed est nommé à l'emploi d'adjoint administratif, 1^{er} échelon au cabinet du ministre.

Par arrêté du 19 juillet 1963, M. Karaa Ahmed est nommé en qualité de secrétaire administratif stagiaire, sous réserve de la justification des conditions imposées par l'article 2 du décret n° 62-503 du 19 juillet 1962.

L'intéressé est mis à la disposition de M. le préfet d'Orléansville.

Ledit arrêté prendra effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Par arrêté du 1^{er} août 1963, Mme Boudjadja, née Labassi Chérifa est nommée en qualité de secrétaire administratif stagiaire, sous réserve de la justification des conditions imposées par l'article 2 du décret n° 62-503 du 19 juillet 1962.

L'intéressée est mise à la disposition de M. le préfet de Bône.

Ledit arrêté prendra effet à compter de la date d'installation de l'intéressée dans ses fonctions.

Par arrêté du 1^{er} août 1963, M. Bouabdallah ben Mohamed est nommé en qualité de secrétaire administratif stagiaire, sous réserve de la justification des conditions imposées par l'article 2 du décret n° 62-503 du 19 juillet 1962.

L'intéressé est mis à la disposition de M. le préfet d'Oran.

Ledit arrêté prendra effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Par arrêté du 1^{er} août 1963, M. Boura Mohammed est nommé en qualité de secrétaire administratif stagiaire, sous réserve de la justification des conditions imposées par l'article 2 du décret n° 62-503 du 19 juillet 1962.

L'intéressé est mis à la disposition de M. le préfet de Bône.

Ledit arrêté prendra effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Par arrêté du 1^{er} août 1963, Mlle Belounas Malika est nommée en qualité de secrétaire administratif stagiaire, sous réserve de la justification des conditions imposées par l'article 2 du décret n° 62-503 du 19 juillet 1962.

L'intéressée est mise à la disposition de M. le préfet de Bône.

Ledit arrêté prendra effet à compter de la date d'installation de l'intéressée dans ses fonctions.

Par arrêté du 1^{er} août 1963, M. Benabdelhafid Abdelmadjid est nommé en qualité de secrétaire administratif stagiaire, sous réserve de la justification des conditions imposées par l'article 2 du décret n° 62-503 du 19 juillet 1962.

L'intéressé est mis à la disposition de M. le préfet de Constantine.

Ledit arrêté prendra effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Par arrêté du 1^{er} août 1963, M. Ali Ben Embarek est nommé en qualité de secrétaire administratif stagiaire, sous réserve de la justification des conditions imposées par l'article 2 du décret n° 62-503 du 19 juillet 1962.

L'intéressé est mis à la disposition de M. le préfet d'Oran.

Ledit arrêté prendra effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Par arrêté du 1^{er} août 1963, M. Oukkal Ahmed est nommé en qualité de secrétaire administratif stagiaire, sous réserve de la justification des conditions imposées par l'article 2 du décret n° 62-503 du 19 juillet 1962.

L'intéressé est mis à la disposition de M. le préfet de Bône.

Ledit arrêté prendra effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Par arrêté du 1^{er} août 1963, M. Said Ben Haoussine est nommé en qualité de secrétaire administratif stagiaire, sous réserve de la justification des conditions imposées par l'article 2 du décret n° 62-503 du 19 juillet 1962.

L'intéressé est mis à la disposition de M. le préfet d'Oran.

Ledit arrêté prendra effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Par arrêté du 8 août 1963, M. Azzam Ahmed est nommé en qualité de secrétaire administratif stagiaire, sous réserve de la justification des conditions imposées par l'article 2 du décret n° 62-503 du 19 juillet 1962.

L'intéressé est mis à la disposition de M. le préfet de Tizi-Ouzou.

Ledit arrêté prendra effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Par arrêté du 14 août 1963, Mlle Zinal Houria est nommée en qualité de secrétaire administratif stagiaire, sous réserve de la justification des conditions imposées par l'article 2 du décret n° 62-503 du 19 juillet 1962.

L'intéressée est mise à la disposition de M. le préfet de Saïda.

Ledit arrêté prendra effet à compter de la date d'installation de l'intéressée dans ses fonctions.

Arrêté du 28 septembre 1963 portant dissolution de l'association de fait dite « Front des Forces Socialistes ».

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 63-297 du 14 août 1963 portant interdiction d'associations à caractère politique, notamment l'article 3 ;

Considérant que l'association de fait dite « Front des Forces Socialistes » (F.F.S.) poursuit un but politique ; que son activité est de nature à porter atteinte à l'intégrité du territoire et à l'unité nationale ;

Arrête :

Article 1^{er}. — L'association de fait dite « Front des Forces Socialistes » est dissoute.

Art. 2. — Le directeur général de la sûreté nationale et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 septembre 1963.

Ahmed MEDEGHRI.

MINISTRE DE L'ECONOMIE NATIONALE

Décrets n° 63-357, 63-358, 63-359 du 12 septembre 1963 permettant de procéder à des nominations d'inspecteurs, de contrôleurs stagiaires et d'agents d'assiette et de constatation des impôts et de la perception (rectificatif).

Journal officiel n° 66 du 14 septembre 1963

1°) Chaque fois qu'il y a lieu : au lieu de l'expression : ministre des finances, lire : ministre de l'économie nationale.

2°) Au décret n° 63-357 : p. 947, 1^{re} colonne.

Au lieu de : Certificat d'études supérieures des Médersas 1^{re} partie.

Lire : Diplôme d'études supérieures des Médersas 1^{re} partie.

Page 947 2ème colonne.

Article 2 :

Au lieu de : les bénéficiaires de l'alinéa 2 sur les bases d'un indice égal d'inspecteur-élève (indice 265)

Lire : les bénéficiaires de l'alinéa 1 sur les bases d'un indice égal d'inspecteur-élève (indice 265).

Au lieu de : les bénéficiaires des dispositions de l'alinéa 1 au grade ou immédiatement supérieur à celui dont ils sont susceptibles de bénéficier dans leur cadre en application des statuts et des dispositions en vigueur.

Lire : les bénéficiaires des dispositions de l'alinéa 2 sur les bases d'un indice égal ou immédiatement supérieur à celui dont ils sont susceptibles de bénéficier dans leur cadre en application des statuts et des dispositions en vigueur.

Décret n° 63-387 du 27 septembre 1963 modifiant le décret n° 63-158 du 25 avril 1963 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1963 au ministère des affaires sociales (Budget de l'ancien ministère du travail et des affaires sociales).

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi de finances n° 63-155 du 31 décembre 1962 notamment son article 10 modifiée par la loi de finances n° 63-110 du 12 avril 1963 et par la loi de finances n° 63-295 du 10 août 1963 ;

Vu le décret n° 63-158 du 25 avril 1963 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1963 au ministère des affaires sociales (Budget de l'ancien ministère du travail et des affaires sociales) ;

Sur le rapport du ministre de l'économie nationale ;

Décète :

Article 1^{er}. — Est annulé sur 1963 un crédit de cinq millions de Nouveaux Francs (5.000.000 NF) applicable au budget du ministère des affaires sociales (budget de l'ancien ministère du travail et des affaires sociales) Chapitre 46-01 « Aide aux populations par la distribution de denrées de première nécessité et de secours vestimentaires ».

Art. 2. — Est ouvert sur 1963 un crédit de cinq millions de nouveaux francs (5.000.000 NF) applicable au budget du ministère des affaires sociales (budget de l'ancien ministère du travail et des affaires sociales) Chapitre 46-02 « Aide aux nécessiteux par la distribution de secours en espèces ou l'ouverture de chantiers de plein emploi. »

Art. 3. — Le ministre de l'économie nationale et le ministre des affaires sociales sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 septembre 1963.

Ahmed BEN BELLA.

Arrêtés des 12 avril, 2 et 10 mai, 6 et 14 juin, 9 juillet et 22 septembre 1963, portant nomination et réintégration en qualité d'inspecteurs et de contrôleurs des impôts.

Par arrêté du 12 avril 1963 sont nommés :

En qualité d'inspecteurs des impôts :

M.M. Attia Mohamed
Abaïdia Hafsi
Baouze Rachid
Boudiaf Mohamed
Nadi Farouk

— En qualité de contrôleurs des impôts :

M.M. Youyou Abdelmadjid
Djaffer Nourredine
Berrah Ahmed
Achour Brahim
Benkerimi Hamid
Benkerimi Mahmoud
Houari Mohamed
Graba Hachemi
Ouamane Hama
Djerrah Hacène
Boudjeda Ahmed
Amara-Khorba Kaddou
Loucif Mohamed Tahar
Benremouga Boudjema
Belmallel El-Haddi
Hattab Slimane
Logbi Rachid
Bensalem Hacène
Malek Malek
Badri Mohammed-Zine
Khattara Salah
Aïdoud Mamoun
Mimouni Mohamed Rachid
Seggani Tahar
Abderrahmane Mohamed El-Haddi
Amrani Abdelhamid
Berrah Mohamed Larbi
Boukroune Djamel
Oubraham Djilali
Benelmouffok Athmane
Mlles. Belajd Mériem
Yebbous Kheira

Par arrêté du 2 mai 1963 sont nommés :

— En qualité d'inspecteur des impôts :

M. Dehamna Rabah

— En qualité de contrôleurs des impôts :

M.M. Amokrane Abdenour
Hammadi Mohamed
Smata Abdallah
Bouaroudj Lamri
Benhadji Serradj Mohamed
Yataghène Boussad
Haouari Ahmed Benyoucef
Kharoubi Hamou M'hamed
Merabah Loulmi
Harafa Ajssa
Cheniki Mouloud
Lattard Hacène
Zaïer Salah
Chenoufi Hocine
Djaoui Mohamed
Chalabi Khirdine
Lakrouf Mohamed
Deramchi Abdallah
Zemoul Mohamed
Lahmek Chérif
Benarbia Abdallah
Ajssat Hamoud
Mahiddini Nour Eddine
Soufi Merzoug Abdelkader
Mohammed Ben-Mohamed
Bedjaoui Mohamed
Abi-Ayad Boumédiène
Boutiba Mohamed
Aoumeur Abderrahmane
Kadi Mohamed
Zerouati Athmane
Bouchama Abdelaziz

Par arrêté du 10 mai 1963 sont nommés :

— En qualité d'inspecteurs des impôts :

M. Bengheddache Abdallah

— En qualité de contrôleurs des impôts :

M.M. Hioul Nourredine
Senhadji Ali
Mechtaoui Laïd
Kara-Zaïtri Nacerredine
Benrezkalah Abderrahmane
Godih Boumédiène
Medjad Mohamed
Rached Miloud
Mami Nourredine

Atif Abderrahmane
 Bengherrah Kouider
 Hanachi Mohand
 Senhadj Ahcène
 Melaïn Rachid
 Benmansour Mohamed Rachid
 Henouda Khaled
 Amrouche Salah
 Khelif Mohamed Ali
 Bendaoud Mahmoud
 Benabbes Sebti
 Benaouda Hassen
 Benmoulaï Hadj Mohamed
 Boualem El-Habib
 Mme. Zerla née Zedek Khadra

Par arrêté du 6 juin 1963 sont nommés :

— En qualité d'inspecteurs des impôts :

M.M. Zenaïdi Mohamed

Rateni Rafik

Lahoulou Djilali

Taïeb-Oui Abdelkader

Abdallah Benaouda

Chouaib Khelfallah

Hamimi Chafik

Rezzag-Bara Lamine

Sekkal Abdelkader

— En qualité de contrôleurs des impôts :

M.M. Benkhellil Mohamed

Chaber dit Chebre Mohamed

Maata Mohamed

Derrar Djilali

Hassaine Abdelouahal

Nemchi Hadj Ahmed

Chentouf Abdelaziz

Sahnoun Mohamed

Neggazi Mohamed

Mostefa Kara Abdelhamid

Hebboul Mohamed

Bensid Djamel

Mokhtar Kharroubi Mohamed

Ouanezar Ahmed

Flitti Benamar

Touhami Abdelkader

Fenkrouz Benabdallah

Lallam Abdelkader

Khaldi Ahmed

Aggad Mohamed

Berrahmoun Belkacem

Dekkiche Abdelkader

Madjid Mohamed

S.N.P. Habem Ould Bel Abbas

Benali Mohamed

Dekmous Mohamed

Zakmout Mahieddine

Menkour Mohamed

Yadi Ahmed

Baba-Bendermel Abdelghani

S.N.P. Bachir

Baraka Mohamed

Benelmouffok Abdesslem

Bensebbih Brahim

Guenfoud Addou

Benmansour Mohamed

Garmala Mohamed Saïd

Mme. Saad née Sabri Nadia

Mlle. Brahimi Zohra

Par arrêté du 14 juin 1963 sont nommés :

— En qualité de contrôleurs des impôts :

M.M. Bensaltane Ahmed

Soufi Mouloud

Louhibi Nour-Eddine

Hadjouti Kamel

Bensaada Lahouari

Benchenane Nour-Eddine

Hassaine Mohamed

Nedjma Mehdi

Kaouadji Mourad

Boussada Tayeb

Bouziane Nourredine

Demnati Abbès

Abdeddaïm Mohamed

Laghouati Abdélkader

Par arrêté du 9 juillet 1963 sont réintégrés :

— En qualité des contrôleurs des impôts :

M.M. Farah Ziadi

Benarab Ahmed

Par arrêté du 22 septembre 1963 est réintégré

— En qualité des contrôleurs des impôts :

M. Benabbas Bader-Eddine

Lesdits arrêtés prendront effet à compter de la date d'installation des intéressés dans leurs fonctions.

Arrêtés des 18 mai, 21 juin, 16 juillet, 5 août 1963 portant nomination en qualité de contrôleurs et d'inspecteurs stagiaires des douanes.

Par arrêté en date du 18 mai 1963, sont nommés en qualité de contrôleurs stagiaires des douanes, indices brut 210 :

MM. Taleb Mohammed.
Elaïdi Ben M'hamed.
Abès F.ici.
Mouelfi Abdesslam

Ledit arrêté prend effet à compter de la date d'installation des intéressés dans leurs fonctions.

Par arrêté en date du 21 juin 1963, sont nommés en qualité d'inspecteurs stagiaires des douanes, indice brut 285 :

MM. Mrabti Abdelkader.
Bouchaïb Kamel.
Taraï Benaiïssa.
Areski Mohand.
Nekhoul Boualem.
Hadlam Mohamed Mahmoud.
Moulay Habib.
Bellahcène Ahmed
Bendaoud Mustapha.
Rezazgui Hadj-Bachir.
Belkacem Mustapha.
Dib Ab'errezak.

Ledit arrêté prend effet à compter de la date d'installation des intéressés dans leurs fonctions.

Par arrêté en date du 21 juin 1963, sont nommés en qualité de contrôleurs stagiaires des douanes, indice brut 210 :

MM. Benzaïd Abdesslam.
Bellal Mohamed Salah.
Traïffa Salah.
Boudjebir Mohamed.
Hachemi Abdelkader.
Bensalhi Ismet Hossein.
Hachemi Abdelrahmane.
Medhar Mohamed.
Ballouze Madani.
Znagui Mohamed.
Benmahdi Moulay.
Gaouar Djamel Eddine.
Bereksi Reguig.

Ledit arrêté prend effet à compter de la date d'installation des intéressés dans leurs fonctions.

Par arrêté en date du 16 juillet 1963, sont nommés en qualité de contrôleurs stagiaires des douanes, indice brut 210 :

MM. Nekkab Abdelkader.
Tahri Okacha.
Nour Abdelhamid.

Ketita Mohamed.

Missoum Mohamed.

Ledit arrêté prend effet à compter de la date d'installation des intéressés dans leurs fonctions.

Par arrêté en date du 5 août 1963, sont nommés en qualité d'inspecteurs stagiaires des douanes, indice brut 265 :

MM. Kacem Nour-Eddine.
Bereksi Abderrezak.
Bounaki Mohamed.
Lagha Ali.
Bakhta Hamid.
Younès Bouacida-Daïf.
Khiter Abdelmadjid.
Mekkaoui Abdelhamid

Ledit arrêté prend effet à compter de la date d'installation des intéressés dans leurs fonctions.

Arrêté du 25 juillet 1963 portant nomination en qualité de chef d'atelier, du centre mécanographique du trésor.

Par arrêté en date du 25 juillet 1963, est nommé en qualité de chef d'atelier, 1^{er} échelon, indice brut 355, M. Saker Abdesslam.

Ledit arrêté prend effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Arrêté du 7 août 1963 portant délégation dans les fonctions de contrôleurs financiers.

Par arrêté en date du 7 août 1963, sont délégués dans les fonctions de contrôleurs financiers de 2^{ème} classe, 1^{er} échelon, à compter du 1^{er} juillet 1963 :

M.M. Kara-Terki Ahmed
Matallah Tayeb.

chargés respectivement du contrôle financier auprès des établissements publics et organismes ci-après :

- Office national de la réforme agraire (O.N.R.A.).
- Caisse algérienne de crédit agricole mutuel (C.A.C.A.M.).
- Caisse centrale des Ex-S.A.P.
- Caisse des prêts agricoles (C.P.A.).
- Office algérien d'action commerciale (O.F.A.L.A.C.).
- Caisse de solidarité des départements et communes d'Algérie (C.S.D.C.A.).
- Office algérien interprofessionnel des céréales (O.A.I.C.).
- Comité professionnel de la meunerie (C.P.N.A.).
- Caisse générale des retraites de l'Algérie (C.G.R.A.).
- Caisse algérienne d'intervention économique (C.A.I.E.).

Arrêté du 16 août 1963 portant nomination en qualité d'attachés d'administration .

Par arrêté en date du 16 août 1963, sont nommés en qualité d'attachés d'administration, 2^{ème} classe, 1^{er} échelon :

MM. Ali-Arous Azzouz.

Amalou Arab.

Kessal Abdelkader.

Ledit arrêté prend effet à compter de la date d'installation des intéressés dans leur fonction.

Arrêté du 20 août 1963 portant recrutement et nomination en qualité de contrôleur foncier stagiaire et de contrôleurs des impôts.

Par arrêté en date du 20 août 1963, sont recrutés et nommés en qualité de contrôleurs fonciers stagiaires et de contrôleurs des impôts, indice brut 210 :

MM. Boulkroune Mohammed.

Benhammou Abderrahmane

Derradji Mohamed.

Ouali Hamid.

Ledit arrêté prend effet à compter de la date d'installation des intéressés dans leurs fonctions.

Arrêté du 25 août 1963 portant recrutement et intégration en qualité de contrôleurs des impôts, d'inspecteur des impôts, de contrôleur foncier et contrôleur des contributions diverses.

Par arrêté en date du 25 août 1963, sont recrutés et intégrés en qualité d'inspecteur des impôts, de contrôleurs des impôts, de contrôleur foncier et de contrôleur des contributions diverses :

MM. Yaker Amar.

Heus Amar.

Zitouni Abou-Bakeur.

Ghomari Benamar.

Smata Abdellah

Ledit arrêté prend effet à compter de la date d'installation des intéressés dans leurs fonctions.

Arrêtés du 30 août 1963 portant acceptation de démission et affectation d'un administrateur civil et d'un agent comptable d'Algérie.

Par arrêté du 30 août 1963 est acceptée à compter du 31 juillet 1963 la démission de son emploi offerte par M. Hakiki Habib, en qualité d'administrateur civil.

Par arrêté du 30 août 1963, M. Dahmani Benall, agent comptable contractuel à l'emploi d'agent comptable d'Algérie est affecté, à titre provisoire, auprès de la S.A.P. d'Ain Temouchent.

Arrêté du 18 septembre 1963 portant détachement d'un agent comptable d'Algérie.

Par arrêté en date du 18 septembre 1963, est détaché, auprès de l'Office national de la réforme agraire pour exercer les fonctions de chef de la comptabilité générale et d'agent comp-

table dudit Office (1^{er} échelon, indice brut 485) pour une durée maximale de 5 ans :

M. Kallil Derradji.

Ledit arrêté prend effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Arrêté du 16 août 1963 portant reclassement et nomination en qualité d'administrateurs civils.

Par arrêté en date du 16 août 1963, sont reclassés et nommés en qualité d'administrateurs civils :

MM. Bencherif Abdelmalek.

Ouarti Ahmed.

Boumaza Messaoud.

Ledit arrêté prend effet à compter de la date d'installation des intéressés dans leur fonction.

Arrêté du 19 septembre 1963 portant création d'un fonds de régularisation du marché des cafés verts et torréfiés.

Le ministre de l'économie nationale,

Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction jusqu'à nouvel ordre de la législation en vigueur au 31 décembre 1962, sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale.

Vu la décision n° 58-005 du 11 février 1958 portant création de la caisse algérienne d'intervention économique, homologuée par décret du 24 mars 1958.

Vu l'arrêté du 11 janvier 1960 portant organisation administrative et règlement intérieur de la caisse algérienne d'intervention économique.

Vu l'arrêté du 26 janvier 1963 relatif aux prix des cafés verts et torréfiés.

Sur la proposition du directeur du commerce intérieur.

Arrête :

Article 1^{er}. — Il est ouvert dans les écritures comptables de la caisse algérienne d'intervention économique un compte spécial hors budget intitulé « Fonds de régularisation du marché des cafés verts et torréfiés. »

Ce compte comprendra :

En recettes : Les versements de cotisations, redevances et péréquations effectuées par les importateurs et professionnels en cafés verts et torréfiés.

Toutes ressources et produits divers effectués, le cas échéant, à la régularisation du marché des cafés verts et torréfiés.

Il pourra éventuellement bénéficier d'avances de trésorerie consenties par la caisse algérienne d'intervention économique.

En dépenses : Les paiements qui seront autorisés par le directeur du commerce intérieur.

Art. 2. — Le secrétaire général de la caisse algérienne d'intervention économique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 septembre 1963.

Bachir BOUMAZA.

MINISTRE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêtés du 18 septembre 1963 relatifs à la nomination ou à la rémunération de fonctionnaires.

Par arrêté du 18 septembre 1963, M. Youyou Salah est nommé à l'emploi d'ingénieur de 2^{ème} classe au 3^{ème} échelon et affecté à la direction centrale des télécommunications à compter du 18 septembre 1963.

Il sera rémunéré sur la base de l'indice 520 brut correspondant au 3^{ème} échelon de l'échelle indiciaire de son grade.

Par arrêté du 18 septembre 1963, M. Kalache Mohamed est nommé à l'emploi d'ingénieur de 2^{ème} classe au 3^{ème} échelon et affecté à la direction centrale des télécommunications à compter du 1^{er} septembre 1963.

M. Kalache Mohamed sera rémunéré sur la base de l'indice 520 brut correspondant au 3^{ème} échelon de l'échelle indiciaire de son grade.

Par arrêté du 18 septembre 1963 à compter du 1^{er} septembre 1963, l'indice de traitement de M. Ameer Moussa Rabah ingénieur en chef des postes et télécommunications est fixé à 685.

ACTES DES PREFETS

Arrêté du 2 septembre 1963 portant déclaration d'utilité publique du projet de construction d'une Université à Oran.

Par arrêté du 2 septembre 1963, il sera procédé :

1°) — A une enquête sur l'utilité publique du projet de construction d'une université d'Oran sur le territoire de la commune d'Arcole.

2°) — A une enquête parcellaire en vue de délimiter exactement les immeubles à acquérir pour permettre la réalisation du projet.

Article 2. — La commission d'enquête sera constituée comme suit.

1°) Mr. Minard Pierre, ingénieur demeurant 34 Bd. Hippolyte Giraud à Oran, président,

2°) Mr. Le Breton P.A. architecte, demeurant 10 Bd. de la Soummam à Oran,

3°) Mr Brunier Georges, architecte, 3 rue de Besançon à Oran.

La commission d'enquête siègera à la sous-préfecture d'Oran où toutes observations doivent lui être adressées :

ENQUETE D'UTILITE PUBLIQUE

Les pièces du dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la sous-préfecture d'Oran, pendant quinze jours consécutifs du 16 septembre au 30 septembre inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance de 9 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures (sauf les dimanches et les jours fériés) et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser, par écrit à la commission d'enquête.

Pendant le même délai un dossier sommaire et un registre subsidiaire resteront déposés à la mairie d'Arcole, aux mêmes heures et aux mêmes fins.

A l'expiration du délai fixé ci-dessus les registres seront clos et signés respectivement par le sous-préfet d'Oran et le Président de la délégation spéciale d'Arcole et transmis dans les 24 heures avec les dossiers correspondants, à la commission d'enquête siégeant à la sous-préfecture d'Oran.

La commission d'enquête transmettra l'ensemble, accompagné de ses conclusions à la préfecture d'Oran (bureau de l'éducation nationale).

ENQUETE PARCELLAIRE

Le plan parcellaire et la liste des propriétaires ainsi qu'un registre d'enquête, seront déposés également à la sous-préfecture d'Oran et à la mairie d'Arcole pendant le délai fixé à l'article 3 et aux jours et heures indiqués.

A l'expiration du délai fixé ci-dessus, le registre de l'enquête parcellaire sera clos et signé par le président de la délégation spéciale et transmis dans les vingt quatre heures avec le dossier d'enquête à la commission d'enquête qui transmettra l'ensemble au préfet dans le délai de huit jours accompagné de son avis sur l'emprise des ouvrages projetés et du procès-verbal des opérations.

Le présent arrêté sera affiché notamment à la porte de la sous-préfecture d'Oran et de la mairie et publié par tous autres procédés en usage dans la commune d'Arcole.

Il sera, en outre inséré en caractère apparents dans l'un des journaux publiés dans le département.

Ces formalités devront être effectuées avant le 16 septembre 1963 et justifiées par un certificat respectif du sous-préfet d'Oran et du président de la délégation spéciale et un exemplaire du journal qui seront annexés au dossier principal avant l'ouverture de l'enquête.

La publication du présent arrêté est faite notamment en vue de l'application de l'article 10, reproduit ci-après, de l'ordonnance du 23 octobre 1958 rendue applicable dans les départements algériens par le décret n° 60-958 du 6 septembre 1960 :

« En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant publie et notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation.

« Dans la huitaine qui suit cette notification, le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

« Les autres intéressés seront en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective prévue au premier alinéa du présent article et tenus, dans le même délai de huitaine, de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi ils seront déchus de tout droit à l'indemnité. »